

Ces commissaires sont chargés de procéder à la vérification des livres et de la situation de caisse et de faire rapport conjointement au Ministre compétent et à l'assemblée générale ordinaire sur les investigations auxquelles ils ont procédé.

VI. Dispositions finales

Art. 27. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est expressément renvoyé aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL dans la mesure où ces dispositions ne sont pas incompatibles avec celles de la Loi.

Art. 28. Dans tous les cas de dissolution, à quelque moment et pour quelque cause que ce soit, l'actif social net, après acquittement du passif et des charges, est affecté à l'organisation ou aux organisations qui succèdent à l'association ou, à défaut, à une ou des organisations qui poursuivent des buts similaires ou analogues à ceux de l'association et dans lesquelles l'Etat et les entreprises d'assurances sont représentés et au financement desquelles ils participent. La décision d'affectation du patrimoine est prise par l'assemblée générale ou, à défaut, par les liquidateurs.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 10 août 2015 visant à l'approbation des statuts du Fonds d'Aide médicale urgente.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Deze commissarissen hebben de opdracht de boeken en de kastestand na te zien en samen verslag uit te brengen bij de bevoegde Minister en aan de gewone algemene vergadering betreffende de controle die zij uitgeoefend hebben.

VI. Slotbepalingen

Art. 27. Voor al wat niet in deze statuten bepaald is, wordt uitdrukkelijk verwezen naar de bepalingen van de wet van 27 juni 1921 betreffende de VZW in de mate deze bepalingen niet strijdig zijn met die van de Wet.

Art. 28. In alle gevallen van ontbinding, op welk ogenblik en om welke reden ook, zullen de netto sociale activa, na betaling van de passiva en de lasten bestemd worden voor de organisatie of de organisaties die de vereniging opvolgen of, bij ontstentenis daarvan, voor één of meer organisaties die dezelfde of vergelijkbare doeleinden nastreven als de vereniging en waarin de Staat en de verzekeringsondernemingen vertegenwoordigd zijn en deelnemen aan de financiering. De beslissing tot bestemming van het vermogen wordt genomen door de algemene vergadering of, bij ontstentenis daarvan, door de vereffenaars.

Gezien om te worden toegevoegd bij ons besluit van 10 augustus 2015 tot goedkeuring van de statuten van het Fonds voor Dringende Geneeskundige Hulpverlening;

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29428]

2 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure applicable aux recours visés aux articles 95 et 102 et à l'avis visé à l'article 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment ses articles 95, § 1^{er}, alinéa 2, 97, § 1^{er}, et 102, § 1^{er}, alinéa 5;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 28 mai 2015;

Vu la concertation avec les pouvoirs organisateurs les plus représentatifs;

Vu l'avis de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur donné le 2 juillet 2015 sur base de l'article 21, 1, ° du décret du 7 novembre 2013;

Vu l'avis n° 57.855 du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

2° Commissaires et Délégués du Gouvernement : un des Commissaires ou Délégués visés par l'article 36 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ainsi que par l'article 34 bis du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles Supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) et, enfin, par l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires;

3° jour ouvrable : chaque jour de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux. Les jours ouvrables compris entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier ainsi qu'entre le 15 juillet et le 15 août ne sont pas pris en considération dans le mode de calcul des délais du présent arrêté;

4° les recours : les recours mentionnés aux articles 95, § 1^{er}, alinéa 2, 102, § 1^{er}, alinéa 5, du décret;

5° avis : l'avis mentionné à l'article 97, § 1^{er}, du décret.

CHAPITRE 2. — *Dispositions communes aux articles 95 et 102 du décret*

Art. 2. Les décisions prises par les établissements d'enseignement supérieur visées aux articles 95 et 102 indiquent les modalités d'exercice des droits de recours.

Art. 3. Les recours sont introduits par l'étudiant auprès du Commissaire ou Délégué du Gouvernement désigné auprès de l'établissement d'enseignement supérieur. Ils sont introduits soit en mains propres contre accusé de réception, soit par courrier électronique, soit par courrier recommandé avec accusé de réception.

Art. 4. Les recours introduits mentionnent :

1° sous peine d'irrecevabilité, l'identité de l'étudiant, son domicile, ses coordonnées téléphoniques, son adresse électronique, et sa nationalité;

2° sous peine d'irrecevabilité, l'objet précis du recours et les motivations du recours;

3° la dénomination légale de l'établissement d'enseignement supérieur à l'origine de la décision querellée;

4° les études qui ont fait l'objet de la demande d'admission ou d'inscription;

5° sous peine d'irrecevabilité, la copie de la décision querellée, le cas échéant.

Art. 5. L'étudiant peut joindre à son recours les pièces qu'il estime nécessaires et mentionne l'inventaire des pièces annexées.

Art. 6. Les décisions du Commissaire ou du Délégué du Gouvernement sont notifiées soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par courrier électronique à l'adresse renseignée par l'étudiant dans son dossier de demande d'admission. Une copie de la décision est également adressée à l'établissement d'enseignement supérieur.

CHAPITRE 3. — *Procédure applicable au recours visé à l'article 95 du décret*

Art. 7. Sous peine d'irrecevabilité, le recours visé à l'article 95, § 1^{er}, alinéa 2, du décret est introduit dans les 15 jours ouvrables à partir du premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision par laquelle l'établissement d'enseignement supérieur déclare la demande d'admission ou d'inscription irrecevable.

Art. 8. Pour les étudiants n'ayant pas reçu de décision de l'établissement à leur demande d'admission ou d'inscription à la date du 31 octobre ou à la date du 30 novembre pour les inscriptions aux études de troisième cycle et les étudiants mentionnés à l'article 79, § 2, du décret, la décision de l'établissement d'enseignement supérieur est réputée négative. L'étudiant introduit son recours dans un délai de 15 jours ouvrables à dater du premier jour ouvrable qui suit le 31 octobre ou le 30 novembre pour les inscriptions aux études de troisième cycle et les étudiants mentionnés à l'article 79, § 2, du décret. L'étudiant apporte la preuve qu'il a introduit une demande auprès de l'établissement d'enseignement supérieur.

Art. 9. Le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement statue sur pièces ainsi que sur les arguments éventuels de l'établissement d'enseignement supérieur dans les 7 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet transmis par l'établissement d'enseignement supérieur. L'établissement est tenu de communiquer le dossier complet et ses remarques dans un délai de 7 jours ouvrables à partir de la demande d'information formulée par le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement.

Art. 10. Si la décision du Commissaire ou du Délégué conclut à l'irrecevabilité du recours, la décision de l'établissement d'enseignement supérieur est définitive.

Art. 11. Lorsque le recours est recevable, le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement soit confirme la décision d'irrecevabilité de la demande d'admission ou d'inscription soit invalide celle-ci et confirme la recevabilité demande d'admission ou d'inscription de l'étudiant.

CHAPITRE 4. — *Procédure applicable à l'avis visé par l'article 97 du décret*

Art. 12. Le Commissaire ou le Délégué est saisi par le Secrétariat de la Commission dès réception de la plainte.

Art. 13. Le Commissaire ou le Délégué dispose de 3 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet transmis par l'établissement d'enseignement supérieur pour statuer. L'établissement est tenu de communiquer le dossier complet dans un délai de 3 jours ouvrables à partir de la demande d'information formulée par le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement.

Art. 14. L'avis est adressé au Secrétariat de la Commission par courrier électronique ou par courrier recommandé.

CHAPITRE 5. — *Procédure applicable au recours visé par l'article 102 du décret*

Art. 15. Sous peine d'irrecevabilité, le recours visé à l'article 102, § 1^{er}, alinéa 5, du décret est introduit dans les 15 jours ouvrables à partir du premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision visée à l'article 102, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 16. Le Commissaire ou Délégué du Gouvernement statue sur pièces ainsi que sur les arguments éventuels de l'établissement d'enseignement supérieur dans les 7 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet transmis par l'établissement d'enseignement supérieur. L'établissement est tenu de communiquer le dossier complet et ses remarques dans un délai de 7 jours ouvrables à partir de la demande d'information formulée par le Commissaire ou le Délégué du Gouvernement.

Art. 17. Si la décision du Commissaire ou du Délégué conclut à l'irrecevabilité du recours, la décision de l'établissement d'enseignement supérieur est définitive. Lorsque le recours est recevable, l'étudiant reste inscrit.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2015-2016.

Art. 19. Le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
Jean-Claude MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29428]

2 SEPTEMBER 2015. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure die van toepassing is op de beroepen bedoeld in de artikelen 95 en 102 en op het advies bedoeld in artikel 97 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op de artikelen 95, § 1, tweede lid, 97, § 1 en 102, § 1, vijfde lid;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau van 28 mei 2015;

Gelet op het overleg met de meest representatieve inrichtende machten;

Gelet op het advies van de « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur » (Académie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs), gegeven op 2 juli 2015 overeenkomstig artikel 21, 1° van het decreet van 7 november 2013;

Gelet op het advies nr. 57.855 van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2015 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

6° decreet : het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

7° Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering : één van de Commissarissen of Afgevaardigden bedoeld in artikel 36 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, alsook in artikel 34 bis van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) en, tenslotte, in artikel 1 van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen;

8° werkdag : elke dag van de week met uitzondering van zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen. De werkdagen tussen 24 december en 1 januari, alsook tussen 15 juli en 15 augustus worden niet in aanmerking genomen in de berekeningswijze van de termijnen van dit besluit;

9° de beroepen : de beroepen bedoeld in de artikelen 95, § 1, tweede lid, en 102, § 1, vijfde lid van het decreet;

10° advies : het advies bedoeld in artikel 97, § 1, van het decreet.

HOOFDSTUK 2. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de artikelen 95 en 102 van het decreet*

Art. 2. De beslissingen genomen door de instellingen voor hoger onderwijs bedoeld in de artikelen 95 en 102 vermelden de nadere regels voor de uitoefening van de rechten op beroep.

Art. 3. De beroepen worden door de student ingediend bij de Commissaris of Afgevaardigde van de Regering aangesteld bij de instelling voor hoger onderwijs. Ze worden ingediend ofwel in eigen handen tegen ontvangstbewijs, ofwel per elektronische post, ofwel per aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Art. 4. De ingediende beroepen vermelden :

1° op straffe van onontvankelijkheid, de identiteit van de student, zijn woonplaats, zijn telefonische nummers, zijn elektronische adres, en zijn nationaliteit;

2° op straffe van onontvankelijkheid, de duidelijke reden van het beroep en de motiveringen van het beroep;

- 3° de wettelijke benaming van de instelling voor hoger onderwijs die aan de basis ligt van de betwiste beslissing;
- 4° de studies waarvoor een aanvraag om toelating of inschrijving werd ingediend;
- 5° op straffe van onontvankelijkheid, het afschrift van de betwiste beslissing, in voorkomend geval.

Art. 5. De student mag, indien door hem nodig geacht, stukken bij zijn beroep voegen en stelt een overzicht op van de bijgevoegde stukken.

Art. 6. De beslissingen van de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering worden ofwel per aangetekende brief met ontvangstbewijs meegedeeld, ofwel per elektronische post aan het adres vermeld door de student in zijn dossier van aanvraag om toelating. Een afschrift van de beslissing wordt ook aan de instelling voor hoger onderwijs meegedeeld.

HOOFDSTUK 3. — *Procedure die van toepassing op het beroep bedoeld in artikel 95 van het decreet*

Art. 7. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bedoeld in artikel 95, § 1, tweede lid, van het decreet ingediend binnen de 15 werkdagen na de eerste werkdag volgend op de bekendmaking van de beslissing volgens dewelke de instelling voor hoger onderwijs verklaart dat de aanvraag om toelating of inschrijving onontvankelijk is.

Art. 8. Voor de studenten die geen beslissing hebben gekregen van de instelling over hun aanvraag om toelating of inschrijving op 31 oktober of op 30 november voor de inschrijvingen voor de studies van de derde cyclus en de studenten bedoeld in artikel 79, § 2, van het decreet, wordt de beslissing van de instelling voor hoger onderwijs als negatief geacht. De student dient zijn beroep in binnen een termijn van 15 werkdagen na de eerste werkdag volgend op 31 oktober of op 30 november voor de inschrijvingen voor de studies van de derde cyclus en de studenten bedoeld in artikel 79, § 2, van het decreet. De student levert het bewijs dat hij een aanvraag bij de instelling voor hoger onderwijs heeft ingediend.

Art. 9. De Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering beslist op basis van de stukken, alsook op basis van de eventuele argumenten van de instelling voor hoger onderwijs binnen de 7 werkdagen na de ontvangst van het volledige dossier bezorgd door de instelling voor hoger onderwijs. De instelling wordt ertoe gehouden het volledige dossier en de opmerkingen erover mee te delen binnen een termijn van 7 werkdagen na de aanvraag om informatie ingediend door de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering.

Art. 10. Indien de beslissing van de Commissaris of de Afgevaardigde tot de onontvankelijkheid van het beroep leidt, wordt de beslissing van de instelling voor hoger onderwijs definitief.

Art. 11. Wanneer het beroep ontvankelijk is, ofwel bevestigt de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering de beslissing tot onontvankelijkheid van de aanvraag om toelating of inschrijving, ofwel verklaart hij dat deze beslissing ongeldig is en dat de aanvraag om toelating of inschrijving van de student ontvankelijk is.

HOOFDSTUK 4. — *Procedure die van toepassing is op het advies bedoeld in artikel 97 van het decreet*

Art. 12. Het secretariaat van de Commissie maakt de klacht bij de Commissaris of de Afgevaardigde aanhangig zodra het er kennis van heeft.

Art. 13. De Commissaris of de Afgevaardigde beschikt over 3 werkdagen na de ontvangst van het volledige dossier bezorgd door de instelling voor hoger onderwijs om een beslissing te nemen. De instelling is ertoe gehouden het volledige dossier te bezorgen binnen een termijn van 3 werkdagen na de aanvraag om informatie geformuleerd door de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering.

Art. 14. Het advies wordt per elektronische post of per aangetekende brief aan het secretariaat van de Commissie meegedeeld.

HOOFDSTUK 5. — *Procedure die van toepassing is op de het beroep bedoeld in artikel 102 van het decreet*

Art. 15. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bedoeld in artikel 102, § 1, vijfde lid, van het decreet ingediend binnen de 15 werkdagen na de eerste werkdag volgend op de bekendmaking van de beslissing bedoeld in artikel 102, § 1, tweede lid.

Art. 16. De Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering neemt een beslissing op basis van de stukken, alsook op basis van de eventuele argumenten van de instelling voor hoger onderwijs binnen de 7 werkdagen na de ontvangst van het volledige dossier bezorgd door de instelling voor hoger onderwijs. De instelling is ertoe gehouden het volledige dossier en de opmerkingen erover mee te delen en dit binnen een termijn van 7 werkdagen na de aanvraag om informatie geformuleerd door de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering.

Art. 17. Indien de beslissing van de Commissaris of de Afgevaardigde tot de onontvankelijkheid van het beroep leidt, wordt de beslissing van de instelling voor hoger onderwijs definitief. Wanneer het beroep ontvankelijk is, blijft de student ingeschreven.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 18. Dit besluit treedt in werking met ingang van het academiejaar 2015-2016.

Art. 19. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 september 2015.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
Jean-Claude MARCOURT